

<http://www.snetap-fsu.fr/Suites-de-la-COP-21-Le-Snetap-FSU.html>



Suites de la COP 21 - Le Snetap-FSU s'adresse au Premier Ministre

- Les Dossiers - Vie fédérale -

Date de mise en ligne : vendredi 29 janvier 2016

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Le Snetap-FSU s'est adressé par courrier à Manuel VALLS, Premier Ministre, et à plusieurs Ministres concernés pour un droit de suite à la COP 21.

En effet le Snetap-FSU a fait de la question du changement climatique un point central de ses débats. Il avait d'ailleurs porté ce sujet dès ses premières journées d'études des 7 et 8 décembre 2011.

Le Snetap-FSU en fait un débat central parce que l'agriculture est à la fois responsable et victime du changement climatique mais aussi parce que les personnels de l'Enseignement Agricole Public ont à cœur de former les actuels et futurs acteurs du monde agricole, de la forêt et de la pêche au sens large, soucieux de l'environnement et en capacité de vivre décemment de leur agriculture.

Pour le Snetap-FSU, la COP 21 devait donc être un grand rendez-vous où l'agriculture dans toutes ses composantes y compris les filières forestières et de la pêche auraient du jouer un rôle central et proposer d'autres modèles agricoles, forestiers et maritimes.

Or, l'accord scellé samedi 21 décembre 2015 à Paris à l'issue de la COP 21 s'il est certainement un accord historique par le nombre de signataires, par son ambition affichée, par la portée attendue, il ne l'est certainement pas par son contenu.

En effet, le Snetap-FSU regrette que l'agriculture n'ait pas été traitée comme un secteur spécifique dans ces négociations internationales. Selon le Snetap-FSU, la COP 21 ne devait pas laisser de côté la question de la faim dans le monde, de la baisse des rendements liée aux événements climatiques, de la volatilité des prix comme conséquences directes du changement climatique, de la perte de biodiversité.

Et pourtant l'agriculture et la souveraineté alimentaire sont totalement absentes de cet accord. Seule référence aux questions agricoles et alimentaires, une phrase dans l'article 2 où l'accord vise à renforcer « les capacités d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques en promouvant la résilience à ces changements et un développement à faible émission de gaz à effet de serre, d'une manière qui ne menace pas la "production alimentaire" ».

Pour le Snetap-FSU, les lobbys de l'agro-business ont pesé lourd pour qu'aucune remise en cause du système agro-industriel ne puisse voir le jour.

Le Snetap-FSU demande donc aux décideurs politiques de rejeter l'« agriculture intelligente face au climat » qui entérine la continuité du modèle productiviste avec 60% de groupes agroalimentaires parmi ses membres.

Enfin, le Snetap-FSU regrette que les questions de formation et l'enseignement aient été elles aussi totalement ignorées. Pourtant, il est évident que les évolutions attendues de notre société pour lutter contre le dérèglement climatique ne pourront se faire sans un service public d'enseignement et de formation conforté. Concernant l'agriculture, la forêt et les affaires maritimes, l'évolution nécessaire des modes de production et de récolte ne pourra se faire sans un Enseignement Public fort qui puisse guider les futurs agriculteurs et pêcheurs « dans des choix plus en accord avec un futur juste et durable ».

D'autres solutions existent. C'est la raison pour laquelle, le Snetap-FSU s'est adressé au Premier Ministre et aux Ministres concernés pour être reçu par leurs services afin de débattre avec eux de ses 21 propositions pour une transition écologique.